



Ni dialogue social, ni provocations racistes : pour une rentrée des luttes !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui se suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.



Désorganisateur de transport en commun !

Cet été, les travailleurs et travailleuses de la région parisienne ont payé cher le fait de ne pas pouvoir partir en vacances. En effet, l'offre de transport a encore diminué. Pour cause : les travaux se sont multipliés pour faire face à l'arrivée des JO (qui sera une période de « trêve » des travaux), l'offre de transport n'est toujours pas revenue à son niveau d'avant Covid sur de nombreuses lignes, et enfin, le sous-effectif règne des ateliers aux dépôts ! Il faut dire que les conditions de travail se sont dégradées : avec les fortes chaleurs (qui ne vont pas aller en s'améliorant), aucune disposition n'est prise : les bus où la clim existe sont des perles bien trop rares ! Le sous-effectif pèse sur chacun d'entre nous, les chefs cherchent à augmenter les cadences en nous faisant absorber le travail supplémentaire.

Les travailleurs et travailleuses de la Régie ont les mêmes intérêts que ceux à qui ils permettent de se déplacer au quotidien : augmenter l'offre de transport en y mettant les moyens, sans que les coûts reposent sur les usagers et les travailleurs de la Régie !

La semaine des 4 jours dans les ateliers, c'est non !

Tout le monde est d'accord : la semaine des 4 jours, c'est une entourloupe. Si c'était pour notre bien, ils auraient commencé par nous demander ce qu'on voulait pour améliorer nos conditions de travail. Ils auraient même dû nous donner les 300€ qu'on demande depuis un an, tiens ! Là, ils tentent de nous imposer ce qu'ils veulent : nous faire bosser plus dans des équipes en roulement pour augmenter la productivité... Au détriment de nos vies personnelles. Ci-mer !

Tout ça c'est bien la preuve d'une chose : si on veut vraiment voir nos conditions de travail s'arranger ne serait-ce qu'un peu, on ne peut compter que sur nous-même.

Sous effectifs à Bus : la boîte touche le fond mais creuse encore...

« Opération rentrée réussie », concours des équipes faisant le plus d'heures sup, affichage de la paye majorée... Castex, Lovisa et leurs équipes tentent désespérément de convaincre les machinistes de revenir travailler sur leurs jours de repos. On ne marche pas dans leur propagande ! Leurs coups de com' virent du ridicule au pathétique. Les services ne sont pas couverts ? C'est qu'il faut embaucher, avec un meilleur salaire et un temps de conduite moins pénible. Mais à ce prix, mieux vaut pour la direction de continuer à pleurer dans les chaumières !

Leurs économies prennent feu !

Lundi soir, en rentrant au dépôt, un bus de la ligne 62 a pris feu. Les images sont aussi impressionnantes qu'inquiétantes. Si les causes restent à élucider, ce type d'incident est déjà bien trop courant et met en danger les machinistes et les usagers. Et parmi les usagers de la ligne 62, la plus fréquentée de Paris, on compte Jean Castex. Qui sait, l'incendie sur sa ligne de proximité le pressera

peut-être de se pencher sur ces problèmes, qu'ils soient dus à l'entretien ou à l'expérimentation des nouveaux « bus propres ».

« Seul maître à bord » = seul responsable ?

La RATP et IDFM ont annoncé pour cette rentrée la généralisation de la dépose des voyageurs à la demande entre les arrêts à partir de 22h. Que les voyageurs, et les voyageuses, puissent rentrer chez elles en se sentant le plus en sécurité, tant mieux. Mais à qui revient la responsabilité de ce type d'arrêt en cas de problème ou d'accident ? « Il est important de noter que le machiniste reste le seul maître à bord ». Pas besoin de lire entre les lignes, le message est clair comme de l'eau... Et la boîte se lave de toute responsabilité !

Gabon : les militaires renversent le régime

Quelques heures après la réélection d'Ali Bongo à la tête du pays, un groupe d'une douzaine de militaires a annoncé à la télévision son renversement et la dissolution de « toutes les institutions de la République », du gouvernement à l'Assemblée nationale en passant par la Cour constitutionnelle. Ali Bongo et sa famille ont été placés en résidence surveillée. Il avait succédé en août 2009 à son père le dictateur Omar Bongo, resté aux commandes pendant quarante ans. En 2016 il se maintenait au pouvoir après des fraudes massives et avait fait tirer sur la foule faisant 35 morts. Et cette nouvelle élection était du même acabit avec 15 morts recensés. Autant dire qu'il ne risque pas d'être regretté par la population gabonaise qui, d'un autre côté, n'a pas grand-chose à attendre d'un régime militaire. Mais cela ne fait pas l'affaire de Macron. Une présence que les nouveaux maîtres du pays – à l'instar de leurs confrères du Burkina Faso, du Tchad, de la Guinée, du Mali ou du Niger – risquent de remettre en question. Sale temps pour la Françafrique !

L'étincelle devient révolutionnaire !

On l'était déjà et on continue à être révolutionnaires jusque dans le nom de notre presse papier. Le bulletin que vous tenez entre les mains a changé de nom de « L'Étincelle » à « Révolutionnaires ». Le contenu ne change pas, il s'agit toujours de faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses de la RATP contre les mauvais coups de la direction et du gouvernement, pour dire que nos vies doivent passer avant les profits.

Alors pourquoi ce changement ? Car le nom du bulletin s'harmonise désormais avec celui du nouveau journal du NPA, « Révolutionnaires », qui est régulièrement vendu par nos militants lors des diffusions.

Un nouveau nom pour un bulletin et un journal pour continuer à lutter pour changer cette société !

**Retrouve Révolutionnaires n°4 auprès de tous nos militants pour préparer une rentrée des luttes !
Vous pouvez aussi venir nous voir au stand du NPA Révolutionnaires pendant la fête de l'Huma du 15 au 17 septembre !**



Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues !
Pour suivre plus d'actu et prendre contact utilise le QR Code ou la page Facebook : NPA - L'étincelle RATP



<https://nouveau-partianticapitaliste.fr> @NPA_NouvParAnti @npanouveaupartianticapitaliste